



BREVES DE COPENHAGUE

10 décembre 2009

Par Marie Chéron

Chargée de mission – 4D

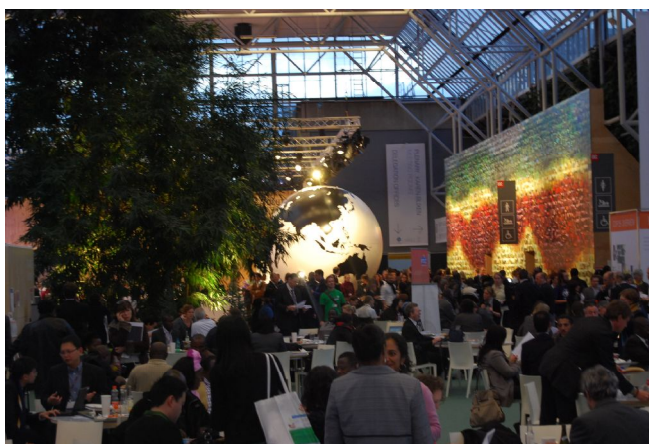
Observateur attentif des négociations sur le climat depuis les années 90, 4D est présent à Copenhague avec Pierre Radanne, Président, Jean-Pierre Piéchaud, Vice-Président, Joseph Racapé, administrateur, Marie Chéron et plusieurs de ses partenaires : **le réseau Action Climat, Coordination Sud, le CRID.**

Retrouvez toutes les informations sur le site Internet de l'association :

http://www.association4d.org/article.php3?id_article=580

Retrouvez le blog de Pierre Radanne « Le voyage de Monsieur Radanne à Copenhague – Pérégrinations climatiques d'un expert énergétique » sur :

http://larecherche.typepad.fr/radanne_a_copenhague/



Le BellaC enter où se déroule la conférence

Il y a 61 ans, le 10 décembre 1948, était adoptée la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme par l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette déclaration énonce et précise les droits fondamentaux des êtres humains. Les principes de dignité et d'égalité des droits pour tous constituent le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Ces principes sont aujourd'hui au coeur des point de blocage des négociations climat : sans garantie d'accès à un développement pour tous, il n'y aura pas d'accord à Copenhague.

Tuvalu réclame un nouvel accord juridiquement contraignant

La survie des petits Etats îles en développement (groupe AOSIS) ne pourra se satisfaire de simples déclarations d'intention. Tuvalu, menacé de disparition par la montée des eaux a exprimé sa volonté que le futur accord soit juridiquement contraignant. La proposition d'un nouveau protocole, complémentaire au PK et soumise il y a quelques mois par Tuvalu, s'appuie sur le plan de Bali adopté en 2007 et propose entre autre de limiter le réchauffement à 1,5°C. Cette position reprise par les différents Etats îles et un certain nombre de pays en développement souligne leur volonté de voir les Etat industrialisés prendre leurs responsabilités, s'engager de manière plus ambitieuse dans la négociation, et surtout donner des garanties quand à leurs actions.

Celle-ci n'est pas partagée par les grands pays émergents (Inde, Chine, Afrique du Sud, Arabie Saoudite) et certains pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, Canada, Australie, ...) qui ne souhaitent pas qu'un accord trop contraignant soit pris. Les pays industrialisés, quant à eux, se sont abstenus.

Au final, les modalités de poursuite de la discussion ont abouti à une suspension de séance. Les ONG ont exprimé leur soutien à la proposition d'un accord juridiquement contraignant... Les négociations doivent reprendre et poursuivent aujourd'hui. A suivre.



Les Amis de la Terre

10-11 décembre: conseil des chefs d'état européens

Les chefs d'Etat européens se retrouvent à Bruxelles aujourd'hui et demain pour une dernière mise au point de la position européenne sur le climat.

Il s'agira de savoir si l'Europe s'engage enfin à hauteur de 30% de réduction de ses émissions de GES. Elle doit par ailleurs encore se prononcer sur le soutien financier qu'elle est prête à apporter aux pays en développement, non seulement dans les 2-3 années à venir ("dit financements « fast start ») pour engager rapidement les actions et renforcer les capacités, mais également pour l'après 2012. Le débat autour des « fast starts » ne doit pas occulter la nécessité de financer des investissements structurants de long terme. 7 milliards d'euros par an sont nécessaire dans un premier temps, et d'ici 2020, les besoins sont estimés autour de 100 milliards d'euros par an.



La position de l'Union européenne doit se préciser et se montrer à la hauteur des enjeux. Jusqu'à maintenant, elle reste nettement en deçà du leadership dont elle se revendique.

A l'extérieur du Bella Center, les ONG se mobilisent

Les collectivités territoriales à Copenhague

Les collectivités territoriales et leurs réseaux représentatifs aux niveaux nationaux, européens et internationaux sont très largement présents à Copenhague, avec sous le bras, des propositions d'amendement concrets pour voir se renforcer la prise en compte de leur rôle par la Convention.

Plus d'infos sur:

Eurocities: <http://www.eurocities.eu/main.php>

Réseau ICLEI: <http://www.iclei.org/>

Energie-Cités : <http://www.energie-cites.eu/>

NRG4SD: <http://www.nrg4sd.org/>